

Un temps révolutionnaire

L'Algérie connaît le plus grand soulèvement populaire d'après l'indépendance, déclenché par la volonté d'Abdelaziz Bouteflika de briguer un cinquième mandat. Retour sur un mouvement extraordinaire par son ampleur, sa durée, son enracinement national, son pacifisme et sa créativité.*

Giulia FABBIANO, anthropologue, membre de l'European Research Council (ERC) projet « DREAM » (DRafting and Enacting the Revolutions in the Arab Mediterranean. In Search for Dignity – from the 1950's until today), et du Centre d'histoire sociale du XX^{ème} siècle-UMR 8058**

Le 22 février 2019, date de la première marche à Alger, est désormais inscrit dans l'histoire comme un tournant. Cependant, avant de gagner la capitale, puis l'ensemble du territoire pour devenir un mouvement national d'une puissance spectaculaire, la protestation fermente dans l'arrière-pays, là où des manifestations circonscrites avec peu, voire pas d'écho à l'international, ont lieu depuis l'annonce de la « candidature de la honte », le 10 février⁽¹⁾. En parallèle, des appels anonymes circulent sur la toile en invitant la population à descendre massivement dans la rue. Alors que les manifestations à Alger sont interdites depuis 2001 et les rassemblements rapidement dispersés, ce vendredi 22 février, plusieurs milliers de citoyens, en majorité des hommes, confluent vers le centre-ville pour exiger un changement. Le mardi 26, les étudiantes et étudiants ripostent, organisant leur propre cortège. Depuis, ces deux jours sont devenus des rendez-vous hebdomadaires : le vendredi, des millions de personnes marchent fraternellement, tandis que le mardi les étudiantes et étudiants défilent, soutenus par le corps enseignant. En dehors de ces moments, cortèges sectoriels (avocats, journalistes, médecins) et débats publics ponctuent la semaine. Le « *hirak* » (« mouvement »), ou la « *silmiyya* » (« pacifique ») – soit des noms attribués dès le début à cette déferlante démocratique par les acteurs eux-mêmes – montrent

la force d'une protestation ne se laissant aucunement intimider par les manœuvres et la répression du régime⁽²⁾.

S'il serait une erreur de parler d'un « éveil » de la société qui a, toutes ces années durant, maintenu un niveau de mobilisation élevé malgré les restrictions aux libertés individuelles et collectives, la portée inédite du mouvement doit toutefois être soulignée. Le *hirak* est en train de renouveler le rapport de toute une population à elle-même, à son passé et à son avenir. Bref, à son histoire et à sa conscience nationales.

Prendre ensemble la rue

L'investissement massif et festif de la rue est sans doute l'élément majeur de ce renouveau politique. Auparavant habité par la mémoire des violences et des restrictions, l'espace public est devenu une arène ouverte d'expression, de rencontre et de dialogue entre citoyennes et citoyens, toutes générations et origines

sociales confondues. Force est en effet de constater que les marches du vendredi ont en premier lieu agrégé la population dans sa diversité et ses différences. Elles ont permis à des hommes et des femmes aux milieux, aux parcours, aux sensibilités et aux horizons parfois très éloignés de se connaître et de se reconnaître comme membres d'un même collectif, transcendant les frontières des cercles ordinaires d'appartenance ou de référence : la famille, le quartier, la tribu, l'université, les organisations militantes, les clubs de foot, la mosquée. Plus que le « mur de la peur », c'est le repli sur soi au nom d'une méfiance répandue et érigée en mode privilégié de relation à l'autre que les premiers rassemblements ont mis à mal, d'abord dans l'hésitation, voire l'incrédulité, puis avec une lucidité contestataire de plus en plus affirmée.

« La prise de la rue » a ainsi établi un mode de revendication politique transversal à la société dans son ensemble. Les clivages internes restent certes présents, mais sont globalement maîtrisés au nom d'une volonté, diffuse et partagée, de ne pas affaiblir le mouvement. De même, la présence de composantes clairement identifiées au sein des marches – tels les carrés militants : féministe, de gauche, de la « société civile »⁽³⁾ – n'est pas en contradiction avec la montée en puissance d'une conscience et d'un imaginaire communs débordant largement. A titre d'exemple, « La casa del Mouradia », chant des supporters de l'Union sportive de la médina d'Alger (Usma), enregistré en 2018, est devenu l'un des hymnes du mouvement. Le même phénomène s'observe avec les

(1) Avant même l'annonce officielle de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika, Hadj Ghermoul, un militant pour les droits de l'homme âgé de 37 ans, avait brandi fin janvier 2019 une pancarte « Non à un cinquième mandat ». En prison depuis le 29 janvier, il a été condamné à six mois de réclusion.

(2) Dès le 22 février, des épisodes de répression (canon à eau, gaz lacrymogènes, arrestations) ont eu lieu en marge des marches, faisant deux morts. Le climat d'intimidation s'est durci à partir de la mi-avril, lors des cortèges du vendredi et des rassemblements, assez régulièrement empêchés, des autres jours de la semaine. Y participent, également, les vagues d'arrestation « exemplaires » d'entrepreneurs, de figures politiques auparavant intouchables, comme l'ancien patron des services secrets ainsi que le frère et conseiller du président Saïd Bouteflika, et de personnes militantes dont la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoun.

* Cet article a été rédigé mi-mai 2019.

** G. Fabbiano a publié *Héritier 1962. Harkis et immigrés algériens à l'épreuve des appartenances nationales*, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2016.

slogans traditionnellement kabyles – «*ulaç smah ulaç*» («pas de pardon»), ou encore «pouvoir assassin» – collectivement réinvestis en tant que mots d'ordre du *hirak*. Mais ce n'est pas tout. En ouvrant les «champs des possibles», le prise de la rue a été une véritable libération: des corps, de la parole, de l'histoire.

Libérer le corps de la nation

La libération des corps a commencé à être perceptible lors de la deuxième marche, et plus encore de la troisième, proportionnellement à l'augmentation de la présence des femmes et des enfants. Elle se lit dans ces visages souriants et détendus, ces yeux émus et pétillants qui ne fixent plus le sol dans une déambulation au pas accéléré, ces tenues féminines recherchées, ces robes traditionnelles, ces déguisements, ces chants et ces scènes de danse où la mixité, à la fois genrée et sociale, est souvent de mise. Initialement propre aux vendredis, cette nouvelle *hexis*, qui a valu au mouvement les qualificatifs de «Révolution du sourire» ou encore de «Révolution joyeuse», est en train de bouleverser la retenue ordinaire qui dicte les conduites et les usages de l'espace public.

La libération de la parole est remarquable à plusieurs niveaux. Les slogans clamés et ceux cosignés sur les pancartes, banderoles et aux autres supports pendant les manifestations, les tags et les graffitis, les post-it, les clips et les chansons, les messages publiés sur la toile n'en sont que l'illustration la plus visible. Qu'il s'agisse

(3) L'expression «société civile» renvoie à l'ensemble des associations et organisations hors du champ politique qui mènent un travail de terrain dans différents domaines: les droits de l'Homme, l'égalité, les droits sociaux, la justice transitionnelle, etc. Depuis le début du *hirak*, un collectif rassemblant une trentaine d'acteurs et de structures a vu le jour dans le but de proposer une transition pacifique, en accord avec les principes du mouvement.

(4) L'expression en dialecte algérien «*Yatnahaw ga3*», littéralement «extirpez-vous tous», a été prononcée, accompagnée par le geste de la main la mimant, par un manifestant au micro d'une journaliste arabophone le soir du 12 mars, après l'annonce d'Abdelaziz Bouteflika de vouloir reporter les élections et organiser en amont une conférence nationale. La vidéo est devenue rapidement virale, ainsi que la formule.

(5) La lettre de démission d'Abdelaziz Bouteflika suit les déclarations du chef d'état-major, Gaïd Salah, en faveur de l'application de l'article 102 de la Constitution, relatif à la vacance du pouvoir.

(6) «Traçons notre chemin, reprenons notre destin. S'unir dans les comités est notre avenir. Assemblée constituante souveraine» est le texte d'une pancarte préparée pour la manifestation du vendredi 19 avril.

«Semaine après semaine, le rapport de force est maintenu voire affermi, dans une politisation progressive de la contestation et de ses enjeux en réponse aux déclarations officielles.»

de proposer des analyses ou des pronostics politiques, d'exprimer des revendications ou tout simplement une émotion, de laisser libre cours à l'imagination comme force de changement, de dénoncer la répression et des pratiques humiliantes, d'exhorter ou de mettre en garde le mouvement contre toute possible manipulation, de l'inscrire dans une généalogie de luttes passées ou d'en souligner la dimension novatrice, les voix sont foisonnantes, les tons parfois animés mais presque toujours respectueux. Les degrés de structuration sont variables. Initiatives publiques de formation, réunions organisées par la «coordination de la société civile» qui travaille à la tenue d'une conférence nationale, début juillet, attroupements improvisés dans la rue, discussions volatiles dans les cafés, les marchés ou encore les taxis, débats soutenus entre amis... Le *hirak* incarne, dans le même temps qu'il l'amplifie, ce besoin de mise en mots et en commun d'une société en demande d'espaces ouverts pour se penser et pour se dire.

La libération de l'histoire transparait dans la manière dont le passé est convoqué par une génération qui, au nom de sa jeunesse, a jusqu'à présent été écartée de la chose politique, chasse gardée du FLN et d'une poignée d'anciens combattants de la guerre de libération. Refusant une vision sclérosée de la «Révolution», cette génération, qui connaît bien le pouvoir et que le pouvoir ne connaît pas du tout, pour paraphraser le texte d'une pancarte, est déterminée à prendre son destin en main. «Nos rêves», peut-on lire sur un papier brandi par une jeune fille, «seront vos pires cauchemars». Dans un processus intergénérationnel inversé, qui des cadets remonte aux aînés tout en mettant à l'honneur les enfants en ce qu'ils incarnent le devenir du pays, le verrouillage du «passé glorieux», imposé par le pouvoir dans sa pratique commémorative, semble être définitivement condamné à la faveur de l'inscrip-

tion de ce moment clé dans le temps des luttes (1980, 1988, 2001). Les héros et les intellectuels anticoloniaux sont célébrés à côté des morts des années du terrorisme, des victimes de la répression de 2001 et des *harragas* disparus en mer. C'est moins leur mémoire qui est investie que l'actualité révolutionnaire de leur combat, les rendant des figures du présent à l'image de ces drapeaux usés de la période de l'indépendance, aujourd'hui fièrement arborés. Il en résulte, au fond, une appropriation réfléchie des symboles, des acteurs et des événements qui jalonnent l'histoire nationale au sein d'une chronologie revisitée par et pour le «peuple». Ainsi n'est-ce pas un hasard si, au fil des semaines et de la maturation politique du mouvement, les termes «*hirak*» ou «*silmiyya*» ont été remplacés par le mot «révolution», désormais très largement emprunté pour qualifier ce désir de parachever 1962 avec la construction d'une nouvelle République, «libre et démocratique».

«Une course d'endurance»

Plusieurs mois après la première grande marche d'envergure nationale, le mouvement ne cède pas aux tentatives de récupération et d'intimidation mises en place par le chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, Gaïd Salah. Semaine après semaine, le rapport de force est maintenu voire affermi, dans une politisation progressive de la contestation et de ses enjeux, en réponse aux déclarations officielles.

Trois séquences peuvent d'ores et déjà être identifiées. La première – «*Makach el khamisa*» – couvre la période initiale jusqu'à l'annonce des démissions d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril 2019. Elle s'organise autour du refus du cinquième mandat, puis du rallongement du quatrième et de l'envie d'en finir avec un «système» autocratique et corrompu. L'obstination de rester au pouvoir d'un Président est la goutte de trop dans un vase déjà débordant, que le contexte socio-économique instable ne permet plus de contenir. L'indignation se propage avec l'appui des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. Cette séquence structure le mouvement, lui conférant sa feuille de route: pacifisme, solidarité, ironie, fierté nationale. Elle se veut un appel au «peuple», d'emblée posé à la fois comme source et comme acteur collectif de la renaissance de la «nation». La deuxième – «*Yatnahaw ga3*»⁽⁴⁾ – com-



© DR

menace à s'installer en filigrane dès la mi-mars, bien que le véritable basculement s'opère le soir du 2 avril, quand Abdelaziz Bouteflika consigne dans une lettre sa décision de quitter ses fonctions⁽⁵⁾. La satisfaction d'avoir obtenu le départ du Président n'essouffle toutefois pas le mouvement, qui au contraire se renforce en élargissant ses revendications. L'« extirpation de tous » (à entendre le régime dans sa globalité) est désormais le mot d'ordre des marches, dont les messages s'ajustent de vendredi en vendredi en réponse aux déclarations hebdomadaires de Gaïd Salah, accusé de mettre en place un « scénario à la Sissi ». Ou, en d'autres termes, une forme de gouvernance militaire de la crise politique.

La troisième séquence – « Traçons notre chemin, reprenons notre destin... »⁽⁶⁾ – chevauche pour partie sur la deuxième en termes chronologiques, mais s'en démarque du point de vue du contenu et aussi des lieux d'expression. En plein essor, elle rassemble les efforts balisés au sein du mouvement pour penser la transition et y inclut les initiatives citoyennes et militantes en marge des cortèges. Au sein de ceux-ci, un « speaker's corner » ainsi que

L'investissement de la rue est sans doute l'élément majeur du renouveau politique. L'espace public est devenu une arène ouverte d'expression, de rencontre et de dialogue entre citoyennes et citoyens, toutes générations et origines sociales confondues.

la poussée d'appels plus politiques : rejet des élections initialement fixées au 4 juillet, promotion d'une assemblée constituante souveraine, tout comme d'un Etat de droit et d'une justice indépendante. Ne se limitant pas à véhiculer une dynamique protestataire « démagiste », les marches s'affirment comme un des espaces de cette phase d'élaboration d'un nouveau projet de société.

L'avenir de ce projet est à ce jour incertain : il tient de la capacité des parties prenantes à accepter le compromis du vivre ensemble et de celle du système d'accepter son déclin, en respectant la volonté populaire. « La révolution n'est pas une course de vitesse, mais d'endurance. Union, patience, persévérance », rappelle une manifestante en ce premier vendredi du mois de Ramadan. ●

« L'avenir du nouveau projet de société défendu par le mouvement social est à ce jour incertain : il tient de la capacité des parties prenantes à accepter le compromis du vivre ensemble et de celle du système d'accepter son déclin, en respectant la volonté populaire. »